

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1169>

Premier bilan de la grève générale du mardi 24 novembre 2009 - L'intervention de Jean Marie Nomertin au meeting du LKP

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2009

Mis à jour le : mardi 24 novembre 2009

UGTG.org

La transcription de l'intervention du secrétaire général de la CGTG lors du meeting improvisé au soir de la première journée de mobilisation du LKP.

Byen bonswa,

Ce meeting n'était pas prévu : nous avons pris la décision à 11H00. Nous tenions à ce meeting pour faire le bilan de cette journée. Faute nous ne savons pas quoi faire demain!

C'est vrai qu'il n'y a pas eu de grève générale totale. Mais ils le veulent ou non, il y a eu une grève générale en Guadeloupe ce mardi 24 novembre.

Et nous pouvons être satisfaits de cette journée, malgré la pression qu'ils ont exercée sur certains, malgré la présence des manblos (forces de répression) : nous pouvons quand même être fiers de nous, fiers de notre mobilisation.

Et cela, nous le disons avec force, car nous ne croyons pas que dans quelque autre pays, où les travailleurs lutteraient depuis le 20 janvier, où les grèves dureraient autant, il y aurait une telle mobilisation.

Et notons qu'ils ont oublié une chose : de donner les statistiques comme ils savent si souvent le faire. Parce qu'ils savaient que celles-ci leur seraient défavorables.

Nous avons à être fiers de nous, mais aussi à convaincre les autres pour que demain nous soyons plus nombreux ; car c'est l'avenir qui se joue.

[à!]

Donc, camarades, on ne fait pas grève par plaisir, mais la grève est nécessaire. Car nous avons en face des forces qui nous ont déclaré la guerre. Contrairement à eux, nous n'avons pas d'armes : militairement nous ne les gagnerons pas. Mais notre force est de leur répondre coup pour coup à partir de la force que nous représentons dans les entreprises. C'est-à-dire notre capacité à bloquer et à paralyser un pays.

Nous avons déjà fait la démonstration que nous pouvons le faire. Il nous faudra le faire encore plus dans les jours et mois à venir. Parce que c'est la seule façon de les battre : par la mobilisation et la grève totale. Nous disons que nous leur avons donné deux rendez-vous. Nous avons aujourd'hui franchi un palier, et demain nous nous devons de franchir le second.

Et là, je dois dire deux mots sur la déclaration de Willy ANGELE [président du MEDEF Guadeloupe] affirmant que les Tours Opérateurs avaient annulé des samedis vers la Guadeloupe en raison des deux jours de grève. Mais posons-lui la question de savoir où ces touristes pouvaient bien loger puisque tous les hôtels de Guadeloupe sont remplis de manblos. C'est cela la vérité : il manque des places aujourd'hui dans les hôtels, car ceux-ci sont occupés par les manbos ! Il est donc normal qu'ils aient annulé ces vols de touristes, car l'Etat développe une nouvelle forme de tourisme : des touristes munis de fusils FAMAS et de matraques pour mater les nés !

Et là, nous disons que nous n'avons peur de quiconque ; même si le préfet a fait sa grande déclaration [ma mission première est d'assurer l'ordre public].

Au LKP nous avons franchi un palier : nous avons pris l'engagement et le serment de lutter ; mais de lutter pour aller jusqu'à la victoire. Nous n'avons pas peur de mourir. Il est important de comprendre les raisons pour lesquelles nous disons cela.

Nous avons tiré les leçons de toutes les luttes menées. Les leçons de la [grève de 1910](#), lorsque des Guadeloupéens ont été fusillés. Les leçons de la [grève de février 1952](#), lorsque des travailleurs ont été assassinés. Et celles de [Mai 1967](#) !

Aujourd'hui, deux camarades ont perdu la vie lors de la grève du LKP : [Jacques BINO](#) et Steeven FISTON. Deux camarades qui ont perdu la vie et c'est eux qui nous donnent la force de continuer la lutte. Et pas de camarades en prison.

Parce que sur la planète, au moment où nous mettons en place le LKP, sans même savoir alors que ce mouvement prendrait ce nom, il y avait des révoltes notamment en Egypte, en Haïti, au Bangladesh [contre la famine](#). Et durant notre grève, il y a eu des révoltes à Madagascar, en Thaïlande, et un défilé de révolte en Guinée, là où le d'onomme CAMARA commet des massacres.

Et c'est cela notre force : nous n'avons démontré ce matin. Nous ne sommes pas tombés dans leur piège !

Alors si nous fallait faire une comparaison : tout le monde parle aujourd'hui de la future Coupe du Monde de football en Afrique du Sud ! Mais si les gouvernements de l'ANC ne s'étaient pas battus contre un gouvernement cynique, contre un pouvoir cynique. Un gouvernement soutenu par des grandes puissances, il n'y aurait pas de coupe du monde aujourd'hui ! Si les camarades de l'ANC (sans même parler de Mandela qui était emprisonné), si les milliers de jeunes qui ont perdu la vie, si les milliers de travailleurs qui ont laissé la vie dans les ghettos de Soweto, y compris aussi dans les combats inter-ethniques (car il y avait aussi des pro afrikaners au sein des différentes ethnies), ils s'étaient arrêtés en chemin ! : Aujourd'hui, il n'y aurait pas de coupe du monde en Afrique du Sud.

Et donc, camarades, nous sommes sur la même ligne. Si nous voulons en finir avec la profitation, nous ne devons pas cesser de lutter et nous devons aller de l'avant !

Et c'est pour cela que nous disons camarades, que nous n'avons pas le choix si nous voulons que les choses changent. Elie [Domota] me disait à l'instant que RCI [Radio Caraïbes International] l'avait appelé pour informer que LUREL [président du Conseil régional de Guadeloupe] avait publié un communiqué affirmant que c'est grâce à son intervention que le Sénat était revenu sur la décision initiale de l'Etat minorant le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) de la prime pour l'emploi (PPE). [1]

Nous rappelons - internet sert aussi à cela - que dès le début mars, nous avons affirmé que le RSTA est une conquête de la lutte, et ne figurait pas au programme du gouvernement. Et l'article 6 du protocole de l'accord Jacques BINO, [distingue le RSTA du RSA](#). Mais nous avons aussi affirmé que la prime pour l'emploi à verser durant ces trois années [durant lesquelles l'Etat prendrait en charge 100 euros d'augmentation de salaires] ne serait pas prise en compte, ne serait pas supprimée du fait du gain des 200

euros d'augmentation des salaires. Alors, de grâce, Monsieur, LUREL, ne revendiquez que ce que vous avez fait. Et comme vous n'avez pas fait grand chose, ne revendiquez pas la victoire du LKP : **Satanou! Apa tau !**

Camarades, nous devons donc continuer la lutte ! Petit à petit, maille après maille, nous gagnons ! Et nous allons encore gagner sur les contrats aidés demain à 17H00 à la préfecture [réunion du LKP avec la mission interministérielle sur les contrats aidés à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe] !

Ansanm nou katé lité, Ansanm nou katé gannyé !

A demain !

Jean-Marie Nomertin,
Meeting LKP
Pointe à Pitre le mardi 24 novembre 2009

[1] Evoquant "un malentendu", le ministre du budget Eric Woerth a déposé un amendement "supprimant l'imputation totale du RSTA sur la PPE" et "exonérant d'impôt sur le revenu les primes versées pendant un an, en complément du RSTA, par les collectivités territoriales de Guadeloupe et Martinique". E. Woerth a souligné que lorsque le RSTA sera remplacé par le RSA (revenu de solidarité active) outre-mer, le régime fiscal du RSA "sera évidemment inchangé" : le RSA s'imputera donc sur la PPE, comme en France.